



# Taxer les riches pour une reprise qui bénéficiera à tout le monde

Grâce à des milliards de dollars en réductions d'impôt au cours des vingt dernières années, les riches sont devenus plus riches et plus puissants que nous tous, et ce, de façon exponentielle. Ces gigantesques cadeaux fiscaux ont entraîné un sous-financement criant des services publics. Taxer les riches permettra de réduire l'écart de richesse et de financer équitablement la reprise juste que nous souhaitons dans la foulée de la pandémie.

La pandémie a amplifié les inégalités de revenu et de richesse au Canada, illustrant au passage le caractère injuste de notre régime fiscal. L'inégalité de revenu est la différence dans le montant que nous gagnons chaque année, tandis que l'inégalité de richesse est la différence dans le montant que nous sommes en mesure d'accumuler au fil du temps.

La structure même du système fiscal canadien aide les riches à s'enrichir. Par exemple, le rendement de la richesse, comme les gains en capital ou les dividendes, n'est pas imposé au même taux que les revenus d'emploi. Le taux est même inférieur à celui des années 1990. De plus, les gouvernements libéraux et conservateurs qui se sont succédé depuis le début de cette période ont coupé de moitié les taux d'imposition des entreprises et permis à celles-ci d'utiliser des mécanismes comptables pour éviter de payer des impôts. Ainsi, les actionnaires peuvent accumuler plus de richesse

et les entreprises offrir à leurs dirigeants une rémunération démesurée.

## L'écart de richesse se creuse

Des économistes et des politiciens nous ont dit que les réductions d'impôts auraient aussi des retombées positives pour les moins nantis et créeraient de la croissance, mais cela ne s'est jamais produit. Au contraire, les inégalités se sont creusées. Entre 2010 et 2019, la fortune moyenne du 1 % des Canadiens les plus riches a plus que doublé, passant de 4,9 à 10 millions de dollars. Pendant la même période, la fortune moyenne du 50 % des Canadiens les plus pauvres a progressé à pas de tortue, passant de 32 043 à 37 403 dollars. En 2019, le 1 % des Canadiens les plus riches possédait plus du quart de la richesse au pays.

De plus, certaines des personnes les plus riches et des plus grandes entreprises au pays ont largement profité de la pandémie, ce qui a creusé davantage le fossé entre les pauvres et les riches. Selon Oxfam Canada, entre mars 2020 et la fin de janvier 2021, la richesse des 44 principaux milliardaires du Canada a augmenté de 63,5 milliards de dollars. Un récent rapport d'Oxfam International intitulé *Le virus des inégalités*, souligne que l'écart de richesse est aussi synonyme d'écart entre les sexes et les races. En effet, les super riches, qui bénéficient le plus des réductions d'impôts, sont majoritairement des hommes blancs. Pendant ce temps,

les femmes racisées subissent le plus gros des effets des compressions dans les services publics engendrés par les réductions d'impôts.

## Il est temps d'imposer les riches

Les inégalités ne sont pas inévitables. Elles résultent de choix politiques. En apportant des changements importants à la fiscalité des particuliers et des entreprises, on pourrait rééquilibrer la richesse comme le pouvoir et mieux financer les services publics pour construire une société plus égalitaire. Le SCFP a établi un partenariat avec l'Institut Broadbent, le groupe Canadiens pour une fiscalité équitable et d'autres organismes afin de demander au fédéral d'instaurer un impôt sur la fortune, de combler les échappatoires fiscales utilisées pour accumuler de la richesse et de créer un impôt sur les bénéfices excédentaires réalisés pendant la pandémie.

Le Canada est le seul pays du G7 à ne pas avoir d'impôt sur la fortune ou sur la succession des grandes fortunes. De plus en plus, la population canadienne appuie la création d'un impôt annuel sur la fortune. Le directeur parlementaire du budget (DPB) a estimé qu'un impôt de 1 % sur les fortunes de plus de 20 millions de dollars pourrait rapporter 5,6 milliards de dollars la première année et 70 milliards sur dix ans. L'organisme Canadiens pour une fiscalité équitable a utilisé les données du DPB pour estimer les revenus qui seraient générés par un impôt sur la richesse plus progressif. Il a constaté qu'un impôt de 1 % sur les fortunes de plus de 10 millions de dollars, de 2 % sur celles de plus

Suite à la page 2

Suite de la page 1

de 100 millions et de 3 % sur celles de plus d'un milliard apporterait près de 20 milliards de dollars par année dans les coffres fédéraux.

L'imposition préférentielle des gains en capital constitue un autre allègement fiscal important. Les gains en capital sont des bénéfices réalisés par la vente de placements financiers ou de biens immobiliers autres que la résidence principale. Seulement la moitié des bénéfices est considérée comme un revenu aux fins de l'impôt. Plus de 88 % de la valeur de cet allègement fiscal bénéficie au 1 % des plus riches, soit les personnes qui gagnent au moins 236 000 dollars par année. Aux dernières élections fédérales, le NPD a proposé de ramener le taux d'inclusion des gains en capital à 75 %, soit ce qu'il était en 2000. Ce changement apporterait 9,5 milliards de dollars par année au gouvernement fédéral.

### Une fiscalité juste pour financer une reprise équitable

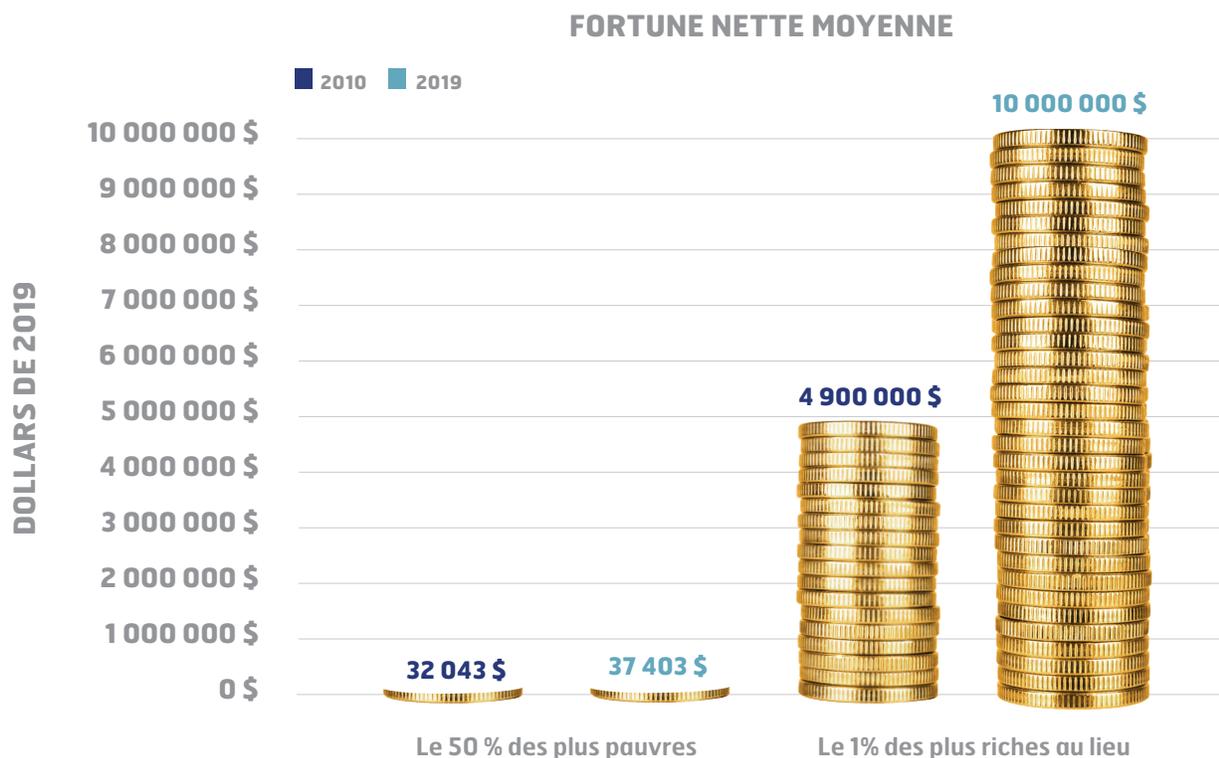
Les Canadiens les plus riches tirent l'essentiel de leur richesse de la propriété d'entreprises. Les réductions de l'impôt sur les entreprises et l'évasion fiscale ont contribué à accroître les inégalités de richesse. Ramener le taux général d'imposition des entreprises de 15 à 21 % contribuerait à renverser cette tendance et générerait plus de 10 milliards de dollars par année. Dans sa présentation prébudgétaire, le SCFP a mis de l'avant plusieurs propositions d'équité fiscale, dont celles-là. Ensemble, elles rapporteraient au gouvernement fédéral 50 milliards de dollars par année.

Ottawa pourrait aussi instaurer un impôt temporaire sur les bénéfices excédentaires, comme il l'avait fait pendant la Première et la Deuxième Guerre mondiale. Certaines grandes

entreprises ont vu leurs chiffres d'affaires exploser pendant la pandémie, tandis que les lieux de travail basés sur le service en personne et l'industrie du voyage ont le plus souffert des restrictions de la santé publique. Les entreprises qui ont réalisé des bénéfices supérieurs à la moyenne pourraient payer un impôt temporaire sur la partie excédentaire afin de financer la reprise économique.

La forme que prendra la reprise économique sera un enjeu majeur de la prochaine campagne électorale fédérale, tout comme la mise en place d'un régime fiscal plus juste qui permettra la création d'une économie et d'une société plus équitables. L'équité fiscale empêche non seulement l'accumulation de richesses, mais elle aide à financer les services sur lesquels nous comptons tous.

## Les riches s'enrichissent beaucoup!



Source: Canadiens pour une fiscalité équitable, 2020

# COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE

## L'évasion fiscale de Revera révélée au grand jour

Les conséquences désastreuses de la COVID-19 dans les établissements de soins de longue durée à but lucratif ont placé, avec raison, leurs exploitants sous les projecteurs. Revera Living est le deuxième plus grand exploitant de tels établissements au Canada et l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, une société d'État canadienne, en est propriétaire. Un nouveau rapport s'intéressant aux filiales et aux partenariats conclus par Revera fait état de l'instauration d'un système complexe d'évasion fiscale dans les activités de l'entreprise au Royaume-Uni. Le rapport révèle aussi que les hauts dirigeants de Revera sont administrateurs de dizaines de partenariats dans des paradis fiscaux qui font parties intégrantes de cette stratégie d'évasion fiscale agressive. En vertu de la loi actuelle, Revera n'a pas à fournir le même niveau d'information financière pour ses activités canadiennes et américaines. Le rapport recommande au gouvernement fédéral d'exiger des rapports financiers clairs et publics des sociétés et des caisses de retraite.

## Le mythe du ruissellement démolé par la réalité

Bien que plusieurs soulignent que les réductions d'impôts offertes aux plus riches n'entraînent pas, par ruissellement, de retombées positives pour les moins nantis, le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney,



a quand même affirmé que les fortes réductions accordées en 2019 stimuleraient l'emploi et la croissance. Nous avons maintenant des preuves incontestables que cette approche ne fonctionne pas. Des économistes de la London School of Economics ont analysé plus de 50 ans de données sur les réductions d'impôt dans 18 pays à revenu élevé d'Europe et d'Amérique du Nord. À l'aide de méthodes statistiques poussées, ils ont constaté que les réductions d'impôts pour les riches ne stimulent pas la croissance économique et n'ont aucun impact sur la création d'emplois. En fait, les données démontrent que les réductions d'impôt augmentent la part des revenus allant au 1 % des plus riches.

## Dépenser ou pas ?

Le gouvernement américain envisage d'investir près de 2000 milliards de dollars pour stimuler

l'économie et favoriser la relance, une somme qui, normalement, inquiéterait beaucoup les cercles financiers mondiaux. Or, il semble que les économistes du Fonds monétaire international aient changé d'avis à ce sujet. Ils ont rejeté les inquiétudes à l'effet qu'une stimulation excessive ferait augmenter l'inflation considérablement. À l'inverse, ils soutiennent que le plus gros risque est que les gouvernements retirent trop tôt leur soutien en période de pandémie. La secrétaire au Trésor des États-Unis, Janet Yellen, a déclaré que le gouvernement américain doit « agir en grand ». Pour l'instant, le consensus international semble lui donner raison. C'est une bonne nouvelle pour ceux qui préconisent une stimulation fiscale à long terme au Canada.

*L'Économie au travail* est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses fouillées des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à [scfp.ca/economie-au-travail](https://scfp.ca/economie-au-travail). Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel à *L'Économie au travail*, allez à [scfp.ca/abonnement](https://scfp.ca/abonnement).

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Angella MacEwen. Karin Jordan est la rédactrice en chef.

La relecture a été effectuée par Céline Carré et Valérie Ménard. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker.

Veuillez communiquer par courriel ([amacewen@cupe.ca](mailto:amacewen@cupe.ca)) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



**SCFP** | Syndicat canadien  
de la fonction publique

# Le congé de maladie payé : une arme essentielle contre la COVID-19

Moins de la moitié des travailleurs canadiens ont droit à des congés de maladie payés par l'employeur. Chez ceux qui gagnent moins de 25 000 dollars par année, c'est le quart des travailleurs qui en bénéficient. Pendant la pandémie, les travailleurs à bas salaire du secteur des services sont par conséquent confrontés à un choix terrible : s'isoler au premier signe de symptômes ou d'exposition et se priver de salaire, ou se croiser les doigts et continuer à travailler.

Les données le prouvent hors de tout doute : les congés de maladie et de quarantaine payés sont essentiels pour enrayer la propagation des maladies contagieuses. Une commission indépendante qui a étudié l'écllosion de SRAS de 2003 à Toronto a conclu que l'indemnisation provinciale pour les personnes devant être mises en quarantaine avait été cruciale pour stopper la propagation. Pour contenir les écllosions futures, la commission a recommandé aux gouvernements de se doter d'un plan permettant aux travailleurs malades de rester chez eux. Une étude sur la pandémie de H1N1 de 2009 a révélé que les travailleurs sans congé payé étaient plus susceptibles

d'aller travailler pendant leur maladie, causant, selon les estimations, environ sept millions d'infections supplémentaires aux États-Unis.

Les lieux de travail ont été une source d'infection tout au long de la pandémie au Canada, en particulier chez les travailleurs à bas salaire de la transformation alimentaire, de la vente au détail, des soins de santé et des services de nettoyage. Dans la région ontarienne de Peel, un point chaud lors de la deuxième vague de la COVID-19, 218 écllosions en milieu de travail ont été recensées depuis le début de la pandémie. Peel compte 80 % des employés d'entrepôt de la région du Grand Toronto. Or, près de la moitié des cas de COVID-19 résultant d'écllosions en milieu de travail dans la région provenaient d'entrepôts. Une étude de la santé publique de Peel menée entre août 2020 et janvier 2021 a révélé que 25 % des travailleurs présentant des symptômes de la COVID-19 ont continué à travailler.

À cause de la discrimination au travail, les travailleurs noirs, autochtones et racisés sont plus susceptibles d'occuper des emplois à bas salaire dans le secteur des services. Bien qu'il

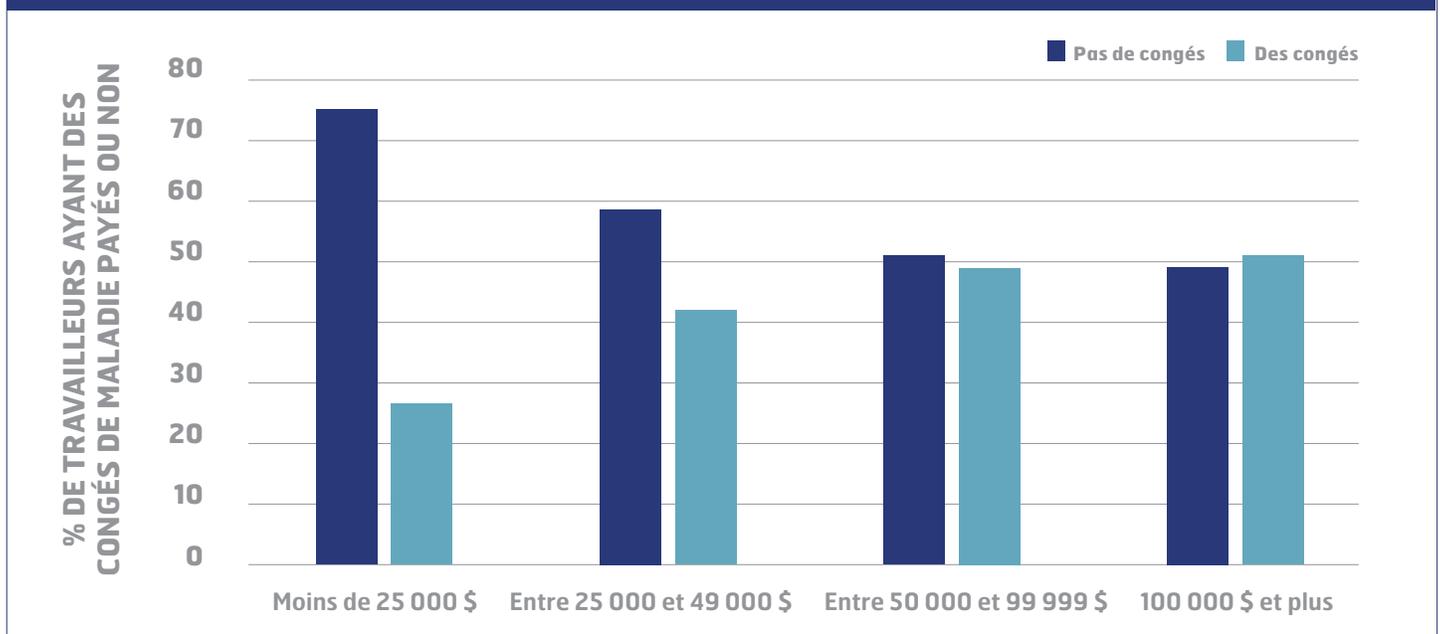
n'y ait pas de données nationales, Santé publique Toronto a commencé à recueillir de l'information à ce sujet. L'agence a constaté que les personnes gagnant moins de 30 000 dollars par année sont deux fois plus susceptibles d'avoir contracté la COVID-19 que la moyenne et que les travailleurs racisés sont beaucoup plus susceptibles que les Blancs de la contracter.

Au Manitoba, un récent rapport gouvernemental révèle aussi que la COVID-19 a eu un impact inéquitable sur les citoyens. En effet, l'analyse des cas d'infections enregistrés entre mai et décembre 2020 démontre que les personnes noires, autochtones ou originaires de l'Asie du Sud-Est et des Philippines étaient surreprésentées. Les auteurs du rapport ont constaté que les travailleurs de l'industrie de la transformation alimentaire, des services et des transports constituaient la moitié des cas d'infection dont le type d'emploi était connu, alors que les personnes racisées sont plus susceptibles de travailler dans ces secteurs ou d'habiter avec une personne qui y travaille, d'où la surreprésentation.

À la suite du SRAS et du H1N1,

Suite à la page 5

## Congés de maladie payés selon le revenu annuel



Source: Statistique Canada, Enquête sociale générale, 2016



# ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

**Croissance économique** – La croissance économique s’était légèrement accélérée entre la première et la deuxième vague de la pandémie, mais elle a de nouveau stagné vers la fin de 2020 avec la remontée des taux d’infection. La Banque du Canada prévoit que la croissance de l’économie canadienne diminuera d’environ 2,5 % au premier trimestre de 2021, pour se redresser plus tard dans l’année avec la progression de la vaccination. La reprise économique aux États-Unis, le plus grand partenaire commercial du Canada, semble prometteuse, car le gouvernement fédéral américain prévoit d’importantes mesures de relance.

**Emplois** – L’emploi chez les travailleurs à plus haut salaire est revenu au niveau d’avant la pandémie. Malheureusement, le recul d’environ 20 % de l’emploi chez les bas salariés demeure. Les bas salariés des secteurs frappés de plein fouet par la pandémie, comme l’hôtellerie, le tourisme et la restauration, sont particulièrement touchés. Le chômage de longue durée a considérablement augmenté, car près d’un demi-million de chômeurs sont sans travail depuis 27 semaines ou plus.

**Salaires** – Les effets profonds et dramatiques de cette récession affecteront les négociations. Les employeurs du secteur public seront en effet probablement réticents à augmenter les salaires. Les difficultés de recrutement et de rétention de personnel dans les services de garde d’enfants, en éducation et en santé pourraient toutefois avoir un effet à la hausse sur les salaires dans ces secteurs.

**Inflation** – À 1 % en janvier, l’inflation est faible. La Banque du Canada s’attend à ce qu’elle demeure inférieure à 2 % jusqu’en 2023, ce qui laisse une bonne marge de manœuvre aux gouvernements pour augmenter leurs dépenses sans provoquer une inflation excessive. Certains craignent que des mesures de relance sans précédent hyperstimulent l’inflation, mais les économistes du Fonds monétaire international pensent que c’est peu probable.

**Taux d’intérêt** – La Banque du Canada prévoit maintenir son taux directeur à 0,25 % encore un bon bout de temps, puisque l’inflation demeurera bien en deçà de la fourchette cible de 1 à 3 % au moins jusqu’en 2023. La banque continuera d’aider en achetant des obligations gouvernementales à long terme. Les emprunts du gouvernement restent abordables, les obligations du fédéral pour une durée de 30 ans se vendant à un taux d’intérêt de 2 %.

Suite de la page 4

plusieurs états et grandes villes des États-Unis ont exigé que les employeurs fournissent des congés de maladie payés. Des chercheurs ont constaté que les congés de maladie payés offerts dans ces villes et états réduisent les taux de grippe saisonnière jusqu’à 40 % par rapport aux territoires qui ne les imposent pas. L’Ontario avait pour sa part ajouté deux jours de congé de maladie payés en 2018, mais ceux-ci ont été rapidement supprimés par le gouvernement Ford en 2019. Aucune autre province ou territoire n’a apporté de changements positifs substantiels en matière de congés de maladie.

Les employeurs qui refusent d’offrir des congés de maladie payés ne tiennent pas compte de nombreux coûts cachés. Les travailleurs qui doivent venir travailler malades mettent plus de temps à se rétablir, en plus d’infecter leurs collègues et les clients. Les travailleurs malades sont moins productifs. Les données montrent que les personnes malades sont plus susceptibles d’avoir un accident du travail ou de commettre des erreurs coûteuses. L’absence de congés payés entraîne également une augmentation du roulement du personnel, ce qui s’accompagne

de coûts de formation plus élevés et d’une productivité réduite.

Les travailleurs à bas salaire sont moins susceptibles de bénéficier de congés de maladie payés. Ils sont aussi moins en mesure de se permettre de prendre des congés de maladie sans solde. Les syndicats, les experts en soins de santé et les défenseurs des travailleurs demandent aux gouvernements de veiller à ce que tous les travailleurs aient accès à des congés de maladie payés, autant pendant la pandémie qu’après.